Pour le respect des droits fondamentaux de Mzia Amaghlobeli !

Monsieur le Procureur général,

Je vous écris pour vous faire part de ma vive inquiétude pour la journaliste détenue Mzia Amaghlobeli, dont la santé s'est gravement dégradée depuis son arrestation en janvier 2025. Elle souffre d'une maladie dégénérative des yeux, et des examens médicaux récents ont révélé une diminution rapide de sa vision. Avant son placement en détention, elle avait déjà presque perdu totalement la vue du côté gauche et son œil droit n'avait que 30 % d'acuité visuelle, mais il pouvait encore retrouver jusqu'à 90 % d'acuité avec un traitement adéquat. Cependant, un examen médical qu'elle a passé en février a montré que son acuité du côté droit était désormais réduite à 10 % et ne pourrait être corrigée que jusqu'à 40 %. Selon le compte rendu de cet examen, Mzia Amaghlobeli est atteinte d'astigmatisme et d'un kératocône à l'œil gauche – une grave affection oculaire qui peut entraîner la cécité si elle n'est pas traitée.

Malgré de multiples recours fondés sur ce diagnostic médical indiquant un besoin urgent de prise en charge depuis le 4 février 2025, Mzia Amaghlobeli n'a pas été transférée dans un centre spécialisé pour être soignée. Elle reste détenue sans accès au traitement nécessaire et risque sérieusement de perdre la vue définitivement.

Mzia Amaghlobeli a été placée en détention en janvier 2025 à l'issue d'une audience expéditive, qui a été suivie d'un procès inique lors duquel la cour a refusé d'examiner la plupart des éléments présentés par la défense et n'a pas laissé ses avocat·e·s interroger le principal témoin de l'accusation. Dans le même temps, les autorités n'ont pas enquêté comme il se doit sur les allégations graves et justifiées visant le chef de la police de Batumi et d'autres fonctionnaires qui ont soumis Mzia Amaghlobeli et d'autres manifestant·e·s à des menaces, des violences verbales et physiques, des mauvais traitements et une arrestation arbitraire.

Lors de son audience du 14 juillet 2025 au tribunal, Mzia Amaghlobeli s'est adressée au chef de la police de Batumi, Irakli Dgebuadze, en lui disant : « Alors que j'étais en détention, vous avez fait irruption dans la pièce plusieurs fois, vous m'avez injuriée, craché dessus, et vous avez interdit au personnel de me donner de l'eau ou même de me laisser aller aux toilettes [...]. De quel article cette infraction pourrait-elle relever ? »

Je vous appelle à faire le nécessaire pour que Mzia Amaghlobeli soit transférée immédiatement dans un centre de santé spécialisé pour bénéficier d'un véritable diagnostic et d'un traitement pour sa maladie oculaire, ainsi qu'à garantir son droit à la santé et à la protection contre tout mauvais traitement, notamment en lui permettant d'accéder à des soins médicaux adéquats pendant sa détention. Je vous demande également de veiller à ce que tous les policiers accusés de mauvais traitements contre Mzia Amaghlobeli et d'autres manifestant·e·s soient immédiatement suspendus de leurs fonctions en attendant que des enquêtes approfondies, impartiales, transparentes et efficaces soient menées dans les meilleurs délais sur toutes les allégations qui les visent et que les procédures disciplinaires, administratives ou pénales nécessaires soient appliquées, dans le respect des normes internationales d'équité des procès.

Les autorités doivent respecter les droits fondamentaux de Mzia Amaghlobeli et de tous les manifestant·e·s géorgiens, notamment le droit à un procès équitable, la liberté d'expression et de réunion pacifique et la liberté de la presse.

AMNISTIE INTERNATIONALE



En signant cette pétition et en fournissant votre adresse e-mail, vous autorisez Amnistie Internationale à envoyer le message ci-dessus en votre nom aux autorités concernées. En écrivant mon courriel, j'accepte également qu'Amnistie internationale m'envoie des informations et des actions sur les droits humains. À tout moment, il est possible de retirer mon consentement.

Votre soutien est précieux pour faire entendre notre voix !

	Prénom, nom de famille (lettres moulées) (obligatoire)	**Code postal** (obligatoire)	**Signature** (obligatoire)	**Année de naissance** (obligatoire)	**Courriel***	**Numéro de cellulaire***
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						
19						
20						

SIGNEZ EN TOUTE CONFIANCE :

Selon les règles sur la vie privée d'Amnistie internationale, vos noms, adresses et téléphones sont confidentiels et ne seront pas échangés ou vendus.

Merci d'imprimer cette pétition en 11x17 pouces (Tabloïd/Ledger)
Faire signer uniquement sur le recto pour des raisons logistiques.

RETOURNEZ LES PÉTITIONS AVANT OCTOBRE 2027 À :
Adam Aït-Âarab, Amnistie internationale Canada francophone
50 rue Ste-Catherine O, bureau 500, Montréal, H2X 3V4

Coordonnées de la personne envoyant la pétition:
Nom: _____
Courriel: _____
Nom et no groupe: _____